



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1028

20 octobre 2011

- Choléra et mise en cause de la Minustah : le mouvement social en Haïti toujours mobilisé
- Un nouveau gouvernement , 5 mois après l'investiture du nouveau président Martelly
- La République Dominicaine devant la CIDH sur de nombreux cas de dénationalisation de Dominicains d'ascendance haïtienne
- Logement : Une femme lauréate d'une formation en construction parasismique à Petit-Goâve

>> Choléra et mise en cause de la Minustah : le mouvement social en Haïti toujours mobilisé

Une année après les premières manifestations enregistrées (le 19 octobre 2010) dans les départements du Plateau central et de l'Artibonite, le mouvement social en Haïti a organisé, ce mercredi 19 octobre, diverses manifestations dans l'Artibonite et dans l'Ouest pour exiger des réponses pertinentes et une meilleure prise en charge de l'épidémie du choléra sur le territoire .

En plus d'un nouveau cri d'alarme en faveur du départ de la mission des Nations Unies de stabilisation en Haïti, dont le mandat vient d'être renouvelé jusqu'au 15 octobre 2012 par le conseil de sécurité, les revendications des organisations sociales insistent sur les responsabilités (y compris économiques) à assumer par l'organisation des Nations Unies face aux conséquences de l'épidémie.

"L'ONU doit reconnaître sa responsabilité (et sa culpabilité) dans l'introduction et la propagation de l'épidémie du choléra dans le pays, indemniser les victimes et contribuer à la mise en place d'infrastructures appropriées d'eau potable et d'assainissement", préconisent les organisations du mouvement social en Haïti.

Des recherches, conduites par des scientifiques internationaux, relie la présence de l'épidémie en Haïti à des casques bleus du bataillon népalais de la Minustah, qui étaient déployés à Mirebalais

>> Un nouveau gouvernement , 5 mois après l'investiture du nouveau président Martelly

5 mois après son investiture, le premier gouvernement sous l'administration du président Michel Martelly, dirigé par le Dr. Garry Conille (un fonctionnaire international pour le programme humanitaire des Nations Unies au Niger jusqu'à sa désignation en septembre 2011), a pris fonction officiellement à Port-au-Prince dans l'après-midi du mardi 18 octobre 2010.

L'installation, en présence de nationaux et de représentants de la communauté internationale (parmi eux le ministre français des

(Plateau central), où les premières manifestations du choléra ont été constatées en octobre 2010.

6559 personnes ont été tuées par l'épidémie de choléra. « *L'orage n'est pas passé. Il faut se méfier de cette épidémie là* », souligne Romain Gitenet, chef de mission de MSF en Haïti insistant sur 'imprévisibilité' des flambées de choléra qui reste le plus grand problème à l'heure actuelle.

Aussi, l'urgence demeure-t-elle, l'épidémie de choléra n'étant pas encore sous contrôle, quant à des dispositions durables à adopter pour la combattre.

« Il faut une réponse intersectorielle », soutient Gérard Bedock, lui aussi chef de mission de MSF dans le pays. Le ministère haïtien de la santé publique et de la population (MSPP), n'est effectivement pas en mesure d'agir seul, aussi les différents ministères doivent se mettre ensemble en vue de faire face à l'épidémie. Les bailleurs de fonds doivent quant à eux rester mobilisés pour faire en sorte que le choléra reste « une priorité » dans leurs planifications.

L'implication des habitants en Haïti est tout aussi importante dans le cadre de la lutte contre le choléra, souligne Médecins sans Frontières, qui recommande aux populations de continuer à appliquer les normes d'hygiène.

affaires étrangères et européennes, Alain Juppé) du 16e premier ministre d'Haïti (depuis 1988) et de son cabinet ministériel vient combler un vide gouvernemental, faute de négociations sérieuses avec les forces politiques majoritaires au parlement haïtien: le regroupement "Inite" (Unité) et alliés de l'ancien président René Préval.

Deux autres candidats au poste de chef de gouvernement, l'homme d'affaires et économiste Daniel Gérard Rouzier et l'homme de loi

Bernard Gousse, proposés par Martelly, n'avaient pas obtenu, respectivement en juin et août 2011, le vote favorable du parlement.

Reconnaissant « *l'immensité des défis qui pèsent sur la nouvelle équipe* » dans la perspective de répondre aux attentes de la population, Garry Conille, 45 ans, affirme sa détermination à mener à bien sa mission et promet l'ouverture du nouveau gouvernement à tous les secteurs de la vie nationale.

Habitué du système des Nations Unies, le nouveau chef de gouvernement d'Haïti a été chef de bureau de l'envoyé spécial de l'ONU, Bill Clinton, après le tremblement de terre du 12 janvier 2010. Sa déclaration de politique générale a été ratifiée respectivement par le sénat et la chambre des députés les 14 et 15 octobre 2011

>> La République Dominicaine devant la CIDH sur de nombreux cas de dénationalisation de Dominicains d'ascendance haïtienne

Le lundi 24 octobre 2011, l'administration du président dominicain Leonel Fernandez Reyna sera auditionnée par la commission inter-américaine des droits humains (CIDH), organisme de l'Organisation des États Américains (OEA), sur la dénationalisation de 457 Dominicaines et Dominicains d'ascendance haïtienne, en application rétroactive (résolution 12-07) de la nouvelle Constitution de la république Dominicaine de janvier 2010.

Au moins 1 584 cas de Dominicains d'origine haïtienne victimes de la dénationalisation, ont été recueillis et documentés à Don Juan et Quisqueya dans la zone de San Pedro de Macoris (40%), à Monte Plata (45%), Guaymate à la Romana (10%) et à Neyba (5%) révèle une enquête sur « *L'impact de la Politique de Dénationalisation appliquée dans le pays* », conduite par le service jésuite aux réfugiés et migrants (SJRM).

Les femmes et les jeunes constituent les deux groupes majoritairement affectés par la Résolution 12-07, selon l'étude réalisée par le SJRM.

>> Logement : Une femme lauréate d'une formation en construction parasismique à Petit-Goâve

L'institut national de formation professionnelle (INFP) et la Coopération suisse en Haïti (DDC) ont procédé, le vendredi 14 octobre 2011 à Petit-Goâve une zone très affectée par le tremblement de terre du 12 janvier 2010, à une remise de certificats à une centaine de professionnels formés en construction parasismique.

En deux séries de cours, les apprentis (102 au total, sélectionnés en fonction de leur expérience dans leurs métiers respectifs, ont été formés aux métiers de base de la construction parasismique de maisons (maçons, charpentiers, ferrailleurs) et sur les principes établis par le Ministère des travaux publics, transports et communications (MTPTC).

Ces nouvelles connaissances vont nous aider « *à mieux servir la population* » de Petit-Goâve, confie Marie Ange Brignolle Léger, lauréate de la promotion. Elle invite les habitants de l'aire de Petit-

De son côté, Michel Martelly demande au nouveau gouvernement de faire « *l'impossible* » pour ne pas décevoir la population, qui ne cesse d'attendre la matérialisation des promesses formulées lors de sa campagne électorale.

Budget national pour l'exercice fiscal 2011-2012, école gratuite pour des milliers d'enfants non scolarisés, élections pour le renouvellement d'un tiers du sénat et des collectivités territoriales (140 conseils municipaux et 570 conseils d'administration de sections communales), finalisation ou rejet du document d'amendements à la Constitution du 29 mars 1987 (réalisés à la va-vite début mai 2011), sont, entre autres, les défis à relever par la nouvelle administration politique.

Le SJRM est membre d'un collectif d'une vingtaine d'organisations de défense et de promotion des droits humains en République Dominicaine, réunies autour du « mouvement pour un État civil libre de discrimination » dans le cadre d'une vaste campagne visant à promouvoir l'élimination de toutes formes de discrimination dans le système de l'État civil du pays voisin d'Haïti.

Intitulée RECONOCIDO, cette campagne a été lancée le 21 septembre 2011 sur le refus de renouvellement de documents d'identité à plusieurs milliers de Dominicaines et de Dominicains d'ascendance haïtienne. Leur dénationalisation est un « *génocide civil* », estiment ces organisations de défense de droits humains qui s'élèvent contre les persécutions d'ultranationalistes dominicains à l'encontre de la militante dominicaine de droits humains, Sonia Pierre, depuis quelques semaines à cause de cette audition annoncée pour le 24 octobre 2011.

Pour plus de détails lire <http://www.alterpresse.org/spip.php?article11739>

Goâve à faire appel à leur compétence professionnelle certifiée pour réaliser leurs différentes constructions immobilières.

Cette formation permettra à ces travailleurs de la construction de donner beaucoup plus de rendement, insiste, pour sa part, Marcel Gabeaud, coordonnateur du projet. « *Le développement du pays doit obligatoirement passer par la formation professionnelle* », ajoute M. Gabeaud.

Ces professionnels de la construction devront « *mettre en œuvre les normes* » de construction parasismique, apprises au cours de ces formations, tout en faisant preuve « *d'éthique* », souhaite Edita Vokral, ambassadrice de Suisse en Haïti.